

caro canne

2€

Le magazine des professionnels de la canne

- 
- Foncier : mobilisation pour les terres agricoles
 - Les avancées de la fertilisation raisonnée
 - Bernard de Ranchin : «L'interprofession doit agir»

Mauvaises herbes : la lutte continue

> sommaire

3 Editorial

4-6 Brèves

- p4 • Fertilisation raisonnée
Concilier matières
chimiques et organiques
- p5 • La CCI Réunion croit en l'avenir
de la filière canne-sucre
- p6 • Aménagements fonciers
Changement dans la
continuité pour les agriculteurs

7-10 Actualités

- p7 • Le CERFA devient
CER France Réunion
- p8-9 • Assises du foncier
- p10 • La Réunion primée
en Afrique du sud

11-19 Dossier

• MAUVAISES HERBES LA LUTTE CONTINUE

20-21 Portraits

- Jean-Fabrice Métro, planteur
- Bruno Robert, technicien
- Stéphane K'Bidy, planteur

22 Interview

- Bernard de Ranchin :
«L'interprofession
doit agir immédiatement»

I-VIII Cahier technique

- Le désherbage

CARO CANNE N°13 - NOVEMBRE 2007
REVUE TRIMESTRIELLE DE CANNE PROGRÈS

Directeur de la publication :

Bernard Siegmund - Président de l'ARTAS

Rédaction : ARTAS

Bernard Grollier - Olivier Soufflet

Conception et réalisation : High-Tech Consultant

Photos : J.M. Grenier - CEDUS/FLA - SFSR

Information et abonnement :

ARTAS c/o CERF - BP 315

40 route Gabriel Macé - 97490 Sainte-Clotilde

Tél. : 0262 28 21 29 - Fax : 0262 29 05 07

Imprimerie : NID - N°ISSN 1764-657X

Tirage : 6 000 exemplaires

Diffusion : ARDP et Canne Progrès

Prix au numéro : 2 €

Ont participé à ce numéro :

- Chambre d'Agriculture • CIRAD
- CPCS • CTICS • Conseil Général
- DAF • Industriels du Sucre



Le site de la filière canne-sucre
www.canne-progres.com

Repartir du bon pied



Bernard Siegmund

Président de l'ARTAS

souhaitons une excellente retraite ! (voir page 22) la filière a déjà traversé des moments aussi difficiles. Les sécheresses à répétition du début des années 1970 auraient pu porter un coup fatal à la culture de la canne à La Réunion, elles ont au contraire provoqué une mobilisation générale. Dans les années qui ont suivi, le plan de modernisation de l'économie sucrière a relancé une dynamique qui s'est traduite par d'excellentes campagnes les années suivantes.

La campagne qui s'achève, nous le savons tous, sera une des plus mauvaises depuis bien longtemps. Il nous faudra en dresser le bilan, sans passion, avec lucidité. Le passage du cyclone Gamède, qui a affecté toutes les régions de l'île, a laissé des traces profondes. La période très sèche qui a suivi a un peu plus perturbé la croissance de la canne et les événements catastrophiques se sont accumulés : éboulement dans le bras de la Plaine qui a provoqué une interruption de l'irrigation dans le Sud, éruption «du siècle» au piton de la Fournaise, dont les cendres ont brûlé la végétation dans un large périmètre...

Il ne faut pas nous voiler la face : nous payons aussi, au prix fort, le ralentissement des replantations observé au cours des années écoulées. Les conditions climatiques défavorables ont toujours plus d'effet sur une canne en fin de cycle. La leçon doit être retenue. Plus nous replanterons, mieux nos champs résisteront à de mauvaises conditions climatiques.

Il nous faut maintenant repartir du bon pied. Comme le rappelle notre ami Bernard de Ranchin - à qui nous

La nouvelle interprofession, officiellement installée fin octobre, doit rapidement proposer des solutions. La prochaine campagne se prépare aujourd'hui. Les replantations, les traitements herbicides, les apports d'engrais ne peuvent attendre. Surtout, ne sacrifions aucun de ces investissements, remontrons nos manches. Des moyens financiers supplémentaires seront trouvés, nous n'en doutons pas, pour soulager la trésorerie des exploitations pendant l'intercampagne.

Dans ce contexte, le versement des aides de l'Etat pour catastrophe naturelle, dont les modalités seront étudiées en fin d'année, ne peut souffrir aucun retard. Tous les acteurs, tous les partenaires de la filière ont le devoir de réagir vite, positivement et efficacement pour que la campagne 2008 fasse oublier celle qui s'achève.

Les moments difficiles sont le lot de l'activité agricole. Ils ne doivent pas faire oublier les perspectives encourageantes de la filière canne-sucre réunionnaise : l'extension des périmètres irrigués, la sélection de nouvelles variétés toujours plus performantes...

L'heure est résolument à l'action.

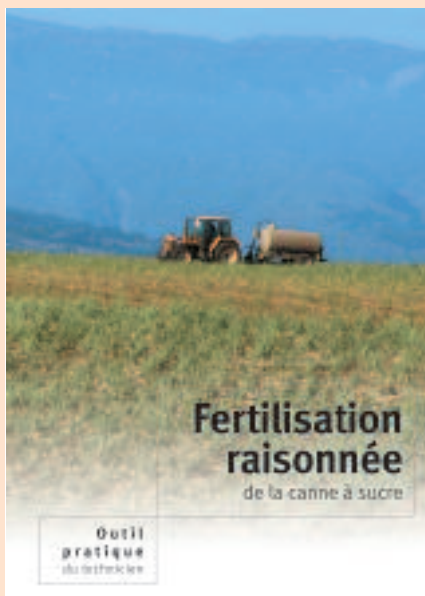
Fertilisation raisonnée

Concilier matières chimiques et organiques

Les agriculteurs ont de plus en plus conscience de la nécessité de la fertilisation raisonnée pour améliorer leur productivité.

Cette démarche permet de gérer au plus juste les fertilisants afin d'apporter à la canne les éléments nutritifs dont elle a besoin, tout en évitant les gaspillages et la pollution de l'environnement. Le raisonnement de la fertilisation prend en compte des apports de sous-produits organiques ou minéraux comme les résidus de l'industrie sucrière (écumes, cendres, vinasse) ou les effluents d'élevage. A l'heure où le prix des engrais flambe, le choix d'inclure des sous-produits dans son plan de fumure semble une alternative intéressante. Malgré les contraintes d'un épandage qui revient relativement cher, ils peuvent rivaliser dans certains cas, en termes de coût, avec les engrais et amendements du commerce. Mais encore faut-il savoir quoi épandre et comment.

Plusieurs documents fournissent aujourd'hui aux techniciens agricoles les éléments d'information pour un conseil efficace et homogène dans ce domaine. Après le «Guide de la Fertilisation Organique à La Réunion» publié par la Chambre d'Agriculture et le CIRAD en 2006, le CTICS et le CIRAD ont co-édité cette année le «Guide de la fertilisation de la canne à sucre à La Réunion» (voir



Un guide pratique pour les techniciens.

Caro canne n° 12). Ce deuxième ouvrage est destiné à fournir aux techniciens de la filière canne une base commune de référence sur les fertilisants et les techniques pour une utilisation raisonnée des engrais et amendements par les agriculteurs. Il accorde bien évidemment une large place aux sous-produits minéraux et organiques.

Dans le contexte actuel, la hausse du prix

des engrais et l'utilisation des sous-produits se sont imposées comme des thèmes majeurs lors du séminaire de présentation du Guide aux techniciens agricoles, le 23 août à Stella. «*En substance, notre message est le suivant : les sous-produits organiques et minéraux alternatifs aux engrais classiques sont connus et disponibles, ils deviennent compétitifs, on peut largement développer leur utilisation d'une manière beaucoup plus efficace en appliquant des plans de fumure rigoureux, basés sur un calcul mathématique*» explique Emilie Fillols, auteure avec Pierre Chabalière du «Guide de la fertilisation de la canne à sucre à La Réunion».

Le séminaire débouchera sur la conception d'outils pratiques destinés aux techniciens afin de les assister dans leur démarche de raisonnement de la fertilisation pour la canne. Emilie Fillols et Pierre Chabalière vont leur proposer un document qui facilitera le calcul d'un plan de fumure adapté pour chaque parcelle. Le technicien disposera alors d'une grille de calcul et d'une fiche de conseils résumant le plan de fumure à laisser au planteur. Par ailleurs la MVAD proposera un logiciel de calcul de la fertilisation applicable à plusieurs cultures.

La distillerie Isautier envisage d'exploiter la vinasse concentrée

Cent mètres cubes de vinasse sortent quotidiennement de la distillerie Isautier. Engagée dans une démarche de développement durable, la distillerie Isautier s'est demandée comment recycler cet effluent riche en matières organiques ? Mise en œuvre avec l'aide du CIRAD, la fertilisation a apporté à cette question une première réponse dont l'intérêt est à la fois agronomique et environnemental. Depuis 2004, la vinasse est recyclée comme fertilisant organique dans les champs de cannes de la propriété du groupe Isautier. Cependant, le transport et l'épandage de cette matière liquide rendent la solution lourde et coûteuse. C'est pourquoi la Distillerie Isautier a réfléchi au moyen de faire baisser ce coût et de mieux valoriser la vinasse. Ces objectifs ont conduit à envisager de mener un projet de recherches associant l'entreprise réunionnaise, le CIRAD,

l'Université de La Réunion, ainsi que des partenaires mauriciens et sud-africains. La vinasse contient des composants N-P-K déséquilibrés avec néanmoins un taux moyen élevé de 14 % de potasse. Sur ces bases, de la vinasse concentrée avec une addition de N et P permettrait de disposer d'un engrais liquide complet, adapté aux sols et aux productions, canne à sucre bien sûr, mais aussi fourrage, bananes, agrumes, ananas et toute production selon les protocoles que définira la recherche. Dans cette composition, l'engrais liquide «vinasse amendée» répondrait aux contraintes de l'exploitation et constituerait de fait une valorisation intégrée s'inscrivant dans une approche de développement durable. Le projet de la Distillerie Isautier devrait être présenté au Pôle de compétitivité réunionnais Qualitropic en 2008.

La CCI Réunion croit en l'avenir de la filière canne-sucre

La Chambre de Commerce et d'Industrie a marqué son engagement au côté de l'agriculture et de l'industrie sucrière en organisant, les 15 et 16 octobre, une opération d'information sur la filière.



Deux journées d'information très suivies.

En consacrant deux journées à la filière canne sucre, la CCI Réunion a voulu aller au fond des choses et ne pas se contenter d'un survol rapide de l'activité. Des visites de terrain (terminal sucrier du port, sucrerie de Bois Rouge, CERF) ont précédé et suivi une matinée de conférences où les différentes facettes de l'économie cannière ont été décrites en détail. À l'occasion de cette manifestation, devant les acteurs de la filière réunis au complet, le président de la CCI Réunion, Eric Magamootoo, a plaidé clairement en faveur du maintien et du développement du secteur. «*La canne a toute sa place dans notre avenir*» a-t-il affirmé en ajoutant partager, avec la filière, l'ambition de protéger et d'étendre la

surface cannière et en condamnant la spéculation foncière. À travers cette manifestation d'envergure, la CCI Réunion a contribué à relayer le message sur les perspectives de la filière auprès de ses ressortissants et auprès du grand public et, notamment, celui des jeunes. La Chambre avait d'ailleurs invité des étudiants de l'École de Gestion et de Commerce (EGC) et de l'École de Commerce et de Distribution (ECD), deux de ses établissements de formation, pour écouter les acteurs de la filière exposer les enjeux au niveau économique, social, énergétique, environnemental et scientifique du secteur cannier. Les valorisations non alimentaires de la canne, actuellement à l'étude, ont particulièrement surpris et intéressé les jeunes.

Le CERF inaugure le laboratoire Emile Hugot

Baptisé du nom d'Émile Hugot, figure historique de l'industrie sucrière réunionnaise, le nouveau laboratoire du département de recherche du CERF sur les process sucriers a été inauguré le 4 octobre en présence du Secrétaire d'État à l'Outre Mer Christian Estrosi. Cet équipement va permettre de développer ses recherches sur de nouvelles valorisations possibles de la canne à sucre. Sous la direction de Laurent Corcodel, le service process sucrier travaille actuellement sur le projet de valorisation d'un acide organique. Ce projet, V2A RUN, a été le premier à être labellisé par Qualitropic, le pôle de compétitivité de La Réunion. Il a été sélectionné par le gouvernement pour bénéficier du soutien du Fonds de compétitivité des entreprises.

C'est dans ce cadre que le CERF a décidé de doter d'un nouveau laboratoire son département de process sucrier. Le projet V2A RUN est mené en collaboration avec le Laboratoire de Chimie des Substances Naturelles et des Sciences des Aliments



Christian Estrosi (à dr.) accueilli au CERF le 4 octobre.

(LCSNSA) de l'Université de La Réunion, l'IUT de Saint-Pierre et le Laboratoire de Chimie Agroindustrielle de l'ENSIACET à Toulouse.

Au terme des travaux de recherche, une usine pilote d'extraction devrait voir le jour en 2011. La valorisation locale est la piste prioritaire suivie pour offrir, à moyen et long terme, des perspectives nouvelles de développement de la filière canne en fabriquant des composés de chimie verte à forte valeur ajoutée.

Ouverture du pôle canne du Gol

Le cinquième pôle canne a ouvert ses portes, fin octobre, sur le site de la sucrerie du Gol. Il est situé dans le prolongement du local du CTICS. Les planteurs y trouvent les organismes publics agricoles présents dans les autres pôles canne, à savoir le CTICS, la SAFER, la Chambre d'agriculture, la Sica Canne Réunion, auxquels s'ajoutent les services de développement agricole et achat canne de Sucrière de La Réunion. Par ailleurs, le CNASEA a rejoint les cinq pôles canne en activité, complétant ainsi l'offre de services aux planteurs. Sous forme de permanences tournantes, il tient des "points infos" destinés à l'information des jeunes souhaitant s'installer comme agriculteur. Le sixième pôle canne devrait ouvrir dans le courant de l'année 2008 dans les environs de la balance de Langevin, avec l'appui de la commune de Saint-Joseph, signataire d'une Charte de développement agricole.



Aménagements fonciers

Changement dans la continuité pour les agriculteurs

Dans le cadre d'intervention pour la période 2007-2013, le Département devenant service instructeur de la mesure, les subventions pour les travaux d'aménagement foncier sont maintenues à un taux global de 75%.

La procédure qui organise la mise en concurrence des entreprises de travaux avec l'aide d'un maître d'œuvre agréé s'impose désormais sur toute l'île. L'agriculteur souhaitant faire des travaux se rendra dans son pôle canne le plus proche pour faire sa demande.

Le nouveau cadre d'intervention maintient la plus grande partie du dispositif précédent, à l'exception de la base

éligible : la subvention s'applique désormais sur le hors-taxi et non plus le TTC. En application d'une décision des gestionnaires des fonds européens, ce cadre a été quelque peu simplifié par le regroupement de 4 lignes financières en une seule, ce qui permet un suivi plus aisé des crédits. En ce qui concerne les démarches,

aucune simplification n'a été apportée.

Suite à la demande de travaux, le planteur devra monter un dossier argumenté, y joindre tous les documents administratifs obligatoires (cf. liste ci-dessous), attendre le passage en commission avant de se voir notifier l'accord de subvention.

Engrais

La filière solidaire des planteurs

L'aide à l'engrais accordée aux planteurs a permis de contenir le coût de la fertilisation au même niveau qu'en 2006 malgré la forte augmentation des prix des engrais due aux tensions du marché international des matières premières. La filière s'est mobilisée pour trouver une solution provisoire. A été retenu le principe d'une aide de 80 euros par tonne d'engrais dans la limite d'une tonne par hectare de cannes sur la base de la déclaration de surface de 2007. Ce montant correspond à l'augmentation moyenne du prix de la tonne d'engrais. Cette aide à l'engrais est financée en puisant dans le solde de l'aide à la production pour 60 euros et par les Industriels du Sucre pour les 20 euros restants. Tous les types d'engrais sont concernés. L'opération est gérée par le CTICS. Débutée le 16 juillet, elle prend fin le 31 décembre. Les planteurs ont jusqu'à cette date pour se rendre à leur pôle canne et remettre au technicien du CTICS une copie de la facture de leur achat d'engrais, en indiquant leur numéro de planteur. Après vérification, les factures sont transmises au siège du CTICS qui effectue rapidement un virement bancaire. Ce coup de pouce doit permettre aux planteurs de préparer la campagne sucrière de 2008 dans de meilleures conditions.

Pièces à fournir pour les demandes de travaux

- Attestation de culture AMEXA et affiliation
- Copie carte d'identité
- Autorisation d'exploiter en cours de validité
- Copie des statuts/agrément pour les sociétés et GAEC
- Titre justifiant de la maîtrise du foncier (propriété, fermage, ...)
- S'il y a lieu, autorisation du propriétaire à réaliser les travaux
- Matrice/plan cadastral ou, de préférence, le Relevé Parcellaire Graphique (RPG).

Pièces à signer (modèle apporté par le maître d'œuvre)

- Lettre d'engagement (signer un exemplaire fourni par le maître d'œuvre)
- Attestation de défiscalisation ou de non-défiscalisation.
- Estimation des travaux à réaliser du maître d'œuvre.

Pièces qui seront collectées par le maître d'œuvre

- Offres de travaux des entreprises (deux minimum par projet) ou à défaut la preuve de la mise en concurrence.

Relance des chantiers de travaux agricoles

Les retards dans l'instruction des dossiers de demande de travaux seront vraisemblablement comblés à la fin de l'année. Le cadre d'intervention étant désormais opérationnel, le Comité d'instruction des demandes de travaux (CIDT), instance décisionnaire, a déjà validé plus de deux cents demandes de travaux au mois de septembre.

Le Département ayant voté les crédits nécessaires pour le lancement du dispositif, c'est désormais toute la «filière travaux» qui se mobilise : les entreprises, les maîtres d'œuvre, le coordinateur et le comité technique. Par ailleurs, le coordinateur des travaux s'apprête à mettre en ligne d'ici la fin de l'année un site consacré aux travaux d'aménagement foncier : www.ameliorations-foncieres.com. Ce site développera les informations générales et pratiques : la procédure de demande de subvention, la liste des maîtres d'œuvre agréés pour le montage des dossiers et le suivi des travaux. Des services seront aussi offerts sur ce site : publication de la liste des offres de travaux

pour les entreprises. Une extension du service pour les partenaires est également prévue : saisie des demandes par les techniciens, rédaction des dossiers techniques par les maîtres d'œuvre, saisie des devis en ligne pour les entreprises agréées ! En ce sens une simplification de procédure est en marche.

Après une année 2007 difficile, les travaux reprennent désormais la voie d'un fonctionnement régulier et performant. Les planteurs doivent saisir cette opportunité et profiter de l'intercampagne pour effectuer leurs demandes de travaux en vue des prochaines plantations.

Les difficultés constatées cette année : les problèmes de coupe, le faible potentiel de mécanisation, les mauvais rendements des parcelles de cannes âgées doivent trouver des solutions. Et ils peuvent se résoudre, au moins en partie, par un rajeunissement des plantations et une amélioration de l'état du champ. Pour repartir avec les meilleurs atouts, il faut engager des travaux dès aujourd'hui et replanter dans la foulée.

Le CERFA devient CER France Réunion

La réforme de la profession comptable a conduit le Centre d'économie rural et de fiscalité agricole (CERFA) à restructurer ses activités. Devenu CER FRANCE Réunion depuis le 1er juillet 2007, il renouvelle son approche de la prestation conseil et de l'accompagnement aux agriculteurs.

Sur la forme, l'ancien CERFA se scinde dorénavant en trois entités associatives. L'association de gestion et de comptabilité 974 (AGC 974) qui reprend les activités de gestion-conseil et de la comptabilité sous l'enseigne CER FRANCE Réunion ; le Centre de Gestion Agréé 974 (CGA 974) qui donne droit à l'abattement fiscal ; et enfin l'Association d'Économie Rurale (AER 974) qui a pour mission de promouvoir

Une nouvelle façon de collaborer

Animateur-conseil, Benoît Dubin précise le nouveau mode d'intervention de CER FRANCE Réunion.

> Qu'y a-t-il de différent dans la façon de collaborer avec l'adhérent ?

Nous étudions avec lui d'une manière plus approfondie qu'auparavant la problématique de son exploitation afin d'identifier ses besoins et de lui proposer une prestation adaptée. C'est lui le chef d'entreprise. Nous lui apportons une aide à la réflexion et à la décision. À partir du diagnostic établi en commun, nous proposons un contrat de services qui définit clairement le contenu et le coût de la prestation. L'adhérent sait exactement à quoi s'attendre : le montant de la facture sera conforme au devis initial.

> Comment se déroule un diagnostic ?

Le diagnostic est le produit d'un échange. Une relation de confiance s'établit. Souvent, l'exploitant croit n'avoir besoin de rien. C'est en discutant que l'on met le doigt sur une problématique qui peut toucher à la comptabilité, à la fiscalité, à la gestion, au développement de l'entreprise, à un projet de croissance, à un besoin de formation, etc. Nous voyons alors, ensemble, comment CER FRANCE Réunion peut intervenir en mettant à plat le panel de nos prestations.

> Comment la nouvelle offre de services est-elle perçue par vos adhérents ?

Ces changements ont été présentés à chaque adhérent lors de rencontres personnalisées. Ils ont également fait l'objet de trois soirées de lancement qui se sont déroulées à Saint-Paul, Sainte-Anne et Saint-Pierre, où les adhérents et les partenaires ont été conviés. Les retours sont très positifs, au-delà de ce que nous attendions. Les entretiens individuels ont abouti à une contractualisation dans 99 % des cas.

> Avec cette nouvelle offre, cherchez-vous aussi à convaincre de nouveaux agriculteurs de vous rejoindre ?

Nous n'avons pas de stratégie offensive vers de nouveaux clients. En revanche, ceux qui voudront nous rejoindre et partager nos valeurs et notre manière de travailler seront les bienvenus.



et de défendre les intérêts de la profession agricole. « Cette réorganisation nous permet de poursuivre l'ensemble de nos activités, tout en conservant nos valeurs fondatrices associatives, c'est-à-dire le développement et la réussite des hommes et des entreprises adhérentes » souligne le président de CER FRANCE Réunion, Bertrand Caruel. Celui-ci met en avant également l'avantage de l'appartenance au réseau national de CER FRANCE qui compte 800 agences en Métropole et Outre-Mer. Concrètement les agriculteurs adhérents continueront d'être en contact avec leurs interlocuteurs habituels. La réforme permet à CER France Réunion d'élargir sa clientèle à d'autres secteurs d'activités (artisanat, commerce, services). Toutefois, cette ouverture ne sera pas privilégiée dans l'immédiat. « Notre objectif est de mieux satisfaire nos clients actuels, c'est-à-dire nos agriculteurs et le monde rural d'une manière générale » précise Bertrand Caruel.

Pour y parvenir, CER FRANCE Réunion a adapté son offre de services aux besoins de plus en plus diversifiés des métiers agricoles à partir d'enquête et de tables rondes auprès des adhérents. Globalement positive, l'opinion des adhérents a relevé néanmoins quelques points à améliorer : une plus grande transparence sur la fixation des tarifs, une offre de formation élargie et une plus grande présence des conseillers sur l'exploitation.

Sur la base de ces attentes, CER FRANCE Réunion a mis au point une nouvelle offre annuelle d'accompagnement comptable et de conseil, plus souple et plus diversifiée. Trois formules sont proposées : Confiance, Harmonie, Croissance avec des options au choix. Parallèlement, des offres ponctuelles, ou même spécifiques, permettent de répondre aux situations particulières et aux projets de développement des agriculteurs.

Assises du Foncier Agricole

La Chambre d'Agriculture tire la sonnette d'alarme

A l'occasion des Assises du Foncier Agricole, les 13 et 14 septembre dernier, ont été rendus public les chiffres de l'impact de l'urbanisation sur l'agriculture. Les acteurs de la filière canne-sucre ont affirmé leur unité pour mettre en œuvre les solutions qui préserveront les terres agricoles.



Poursuite de l'urbanisation et sauvegarde des terres agricoles sont compatibles.

L'équation à résoudre est connue de tous. D'un côté, les besoins en surfaces de l'agriculture, fixés par les cahiers de l'agriculture du Département, sont de 50 000 hectares dont 30 000 hectares

pour la canne. De l'autre, la population réunionnaise atteindra le million d'habitants en 2025, ce qui impose de construire 100 000 logements supplémentaires d'ici là. Concilier ces deux exigences est indispensable.

«Si, au premier abord, cette cohabitation entre agriculture et urbanisation paraît impossible, nous estimons que des solutions conjuguées existent si elles sont défendues et partagées par les agriculteurs, les institutionnels et nos élus locaux» a résumé le président de la Chambre d'agriculture, Jean-Yves Minatchy.

La densification urbaine est la première solution. Atteindre 30 logements à l'hectare, contre 10 à 11 logements à l'hectare aujourd'hui, permettrait d'absorber le surplus de population attendue d'ici 2025. Gagner de nouvelles terres à l'agriculture est une seconde nécessité : 8 000 hectares peuvent être concernés par la reconquête d'espaces naturels et de terres en friches. S'y ajoute l'enlèvement de 500 hectares d'andains sur les terres à canne dans le nord-est et le sud. Par ailleurs, la protection des terres agricoles peut reposer sur des mesures contraignantes pour les propriétaires et pour les communes. Les Assises du Foncier Agricole ont franchi un pas en demandant *«la mise en œuvre et l'application des outils de*

Quel logement pour les agriculteurs ?

Les Assises du Foncier Agricole ont envisagé différentes options qui permettraient de préserver les terres agricoles tout en assurant le logement dans les zones rurales. Conclusion : il n'existe pas de solution unique.

Les causes incitant au mitage sont connues : besoin de décohabitation des familles, volonté de résider près de son lieu de travail, manque d'offre de logement à prix abordable, différence de prix entre foncier à bâtir et foncier agricole, etc. La préservation du foncier agricole passe donc par une réflexion sur le logement des ruraux. Diverses solutions sont en effet envisageables. Un exemple est fourni par les lotissements d'habitat

rural, réalisés par la SAFER, qui permettent d'orienter l'habitat rural vers des terres à moindre valeur agricole. Depuis 1990, 42 lotissements d'habitat rural ont vu le jour à travers l'île et quatre autres vont suivre. La formule est jugée positive et va évoluer dans l'avenir pour s'adapter à l'évolution des besoins. Couplée à un logement attractif des retraités agricoles, une autre solution pourrait être, dans certains cas, de rattacher une maison d'habitation à l'exploitation qui serait alors transmise en même temps. Dans tous les cas, *«il n'y a pas de position tranchée, mais bien plusieurs possibilités en fonction des zones concernées avec les lotissements d'habitat rural en zone de protection forte, un logement par agriculteur sur des secteurs qui maillent agriculture et bâti»* a estimé le président de la Chambre d'agriculture lors des Assises du Foncier Agricole.

protection du foncier agricole» (SAR, SCOT, Chartes de Développement Agricole) et «la maîtrise du bâti par l'application et le contrôle des règles d'urbanisme». Les acteurs de la filière ont signé une motion qui demande notamment de «protéger de manière intangible les espaces sur lesquels de gros investissements agricoles ont été réalisés, en particulier les périmètres irrigués», ainsi que de «contractualiser un principe de compensation agricole où un hectare déclassé doit être remplacé par un hectare de terrain remis à l'agriculture».

Les chiffres clés

Croissance urbaine 1997-2003 :
+ 3 000 ha

Perte de potentiel cannier 1997-2003 :
1 500 hectares (dont 800 ha sur les meilleures terres)

Surface agricole utile 2000 : 49 272 ha

Surface agricole utile 2005 : 46 500 ha

Prix du foncier agricole :

8 700 euros/ha

Prix moyen du foncier à bâtir :

120 000 euros l'hectare

Source : AGORAH - AGRESTE - Cahiers de l'Agriculture

Saint-Joseph s'engage sur le long terme

Après Saint-Louis et Saint-Benoît, Saint-Joseph est la troisième commune de l'île à signer une Charte de développement agricole.



750 hectares de friches sont récupérables à Saint-Joseph.

Les prévisions de reconquête de surface à l'horizon 2020 montrent que les objectifs des cahiers de l'agriculture pour Saint-

Joseph ne pourront pas être tout à fait atteints. La commune fait preuve néanmoins, à travers cette Charte, de volontarisme avec son ambition de récupérer 750 hectares de friches d'ici 2020, notamment les anciennes terres à géranium sur la Crête et Grand Coude.

La problématique de la protection des terres agricoles est compliquée à Saint-Joseph par le projet de route de contournement de la cité qui va affecter des terres inscrites en protection forte au SAR. Préservation et reconquête des terres agricoles n'en reste pas moins l'un des grands enjeux de la Charte pour les 15 ans à venir. À noter que la commune de Saint-Joseph prévoit de créer, au sein des services communaux, une structure de gestion des affaires agricoles.

La recherche réunionnaise reconnue au plan international

Plusieurs travaux menés à La Réunion ont été salués pour leur qualité par la communauté technico-scientifique mondiale de la canne à sucre réunie en congrès à Durban.

Le fait de disposer localement de moyens de recherche et de scientifiques de haut niveau est un atout de premier plan pour la filière réunionnaise. La reconnaissance internationale obtenue en Afrique du Sud n'est pas surprenante en elle-même, mais elle le confirme. L'International society of sugar cane technology (ISSCT) regroupe l'ensemble des associations, fondations et autres organismes menant ou supervisant à travers le monde la recherche sur la culture de la canne à sucre et la production de sucre. L'ISSCT se réunit en congrès tous les trois ans pour faire le point des problématiques et des avancées scientifiques et techniques. Son dernier congrès s'est tenu à Durban, en Afrique du Sud, du 29 juillet au 2 août dernier. Ce congrès a accueilli plus de mille délégués dont près de 800 en provenance de pays sucriers, Argentine, Australie, Brésil, Colombie, Inde, Maurice, Mexique, Thaïlande, USA, Zimbabwe pour ne citer que les délégations les plus importantes. La Réunion est bien évidemment toujours présente à ce rendez-vous mondial. Bien

que modeste en termes de production, La Réunion est en effet connue et respectée pour ses innovations d'ingénierie sucrière et pour sa recherche variétale. La Réunion a confirmé à Durban la pertinence et qualité de ses travaux. Les communications et les posters (présentation synthétique sur un document de grand format) des chercheurs du CIRAD et du CERF ont tous suscité l'intérêt et deux d'entre eux ont été primés.

Les présentations se font dans le cadre de Commissions thématiques. La Commission Agriculture a attribué le prix du meilleur poster à Jean-François Martiné et Jean-Louis Chopart (CIRAD) pour son étude du modèle de croissance Mosicas. Cet outil simule la croissance de la canne selon la température et l'ensoleillement dans des conditions optimales de culture de la plante. Ce travail a été mené en collaboration avec des partenaires brésiliens. La Commission Biologie a attribué le prix de la meilleure communication à Régis Goebel (CIRAD) pour son évalua-

tion des pertes de production liées au foreur à La Réunion et en Afrique du Sud et sur les moyens d'y remédier.

Laurent Corcodel (CERF) a fourni des indicateurs permettant de mesurer la dégradation des cannes en fonction du délai entre la coupe et le broyage des cannes à l'usine. Il a chiffré la perte de valeur des cannes, liée à cette dégradation, à un euro par tonne et par jour de retard de livraison. Valentine Lebourgeois (CIRAD) a présenté le système numérique d'observation des cultures qu'elle a mis au point et qui permet d'analyser l'évolution des parcelles dans le temps à partir de photos aériennes numériques. Jean-Louis Chopart (CIRAD) a exposé son modèle d'estimation des besoins en eau des exploitations. Tous ces travaux ont été très remarqués. « *Cela montre, si besoin était, que le travail réalisé à La Réunion, au profit des planteurs et de l'industrie locale, est reconnu d'un niveau international et peut être valorisé dans d'autres pays sucriers* » rappelle Bernard Siegmund, directeur du CERF et président de l'ARTAS.

Le Kenya et La Réunion collaborent

Directeur de la Kenya Sugar Research Foundation (KESREF), le Dr George Okwach était à La Réunion la première semaine d'octobre pour visiter les installations du CIRAD et du CERF et découvrir leurs programmes de recherches. Cette visite poursuit les contacts engagés depuis deux ans entre CIRAD et KESREF afin de développer une collaboration scientifique. Dans ce cadre, le Dr Okwach s'était rendu auparavant au siège du CIRAD à Montpellier et deux chercheurs du CIRAD ont déjà effectué une mission au Kenya. Cette collaboration vise à développer les capacités de recherche du KESREF et à monter un programme commun de recherches. Les Kenyans sont intéressés par plusieurs thèmes de recherches sur la canne menés à La Réunion et à Montpellier : amélioration variétale, quarantaine des variétés de canne, télédétection et système d'information géographique (SIG), modélisation de la croissance de la canne, fertilisation, irrigation, protection des plantes. Cette collaboration se traduira par l'accueil de chercheurs kenyans, par des missions de chercheurs locaux au Kenya et par des essais menés conjointement dans les deux pays.



Dr Okwach du KESREF entouré par Audrey et Laurent, chercheurs au CERF.

Mauvaises herbes la lutte continue

Une lutte efficace contre les mauvaises herbes permet d'augmenter de manière sensible le rendement des champs. Pour cela, les planteurs doivent actualiser en permanence leur connaissance de la flore indésirable et des produits phytosanitaires autorisés, dont la liste ne cesse d'évoluer. Autre priorité : l'amélioration des techniques d'application des produits, pour rendre les traitements plus performants, mais aussi préserver la santé des agriculteurs en même temps que l'environnement.



La lutte contre les mauvaises herbes n'est plus une préoccupation annexe. Autrefois, le coût de la main d'œuvre permettait le sarclage manuel, les champs étaient propres sans avoir à utiliser de produits phytosanitaires. Puis le recours aux traitements est devenu systématique, parce que moins coûteux, et surtout moins pénible, que le travail manuel. Nous sommes aujourd'hui entrés dans une nouvelle époque. La plupart des produits phytosanitaires auxquels le monde agricole était habitué ont disparu du marché, jugés trop dangereux au regard des risques environnementaux dans le cadre d'une réglementation toujours plus stricte. De nouveaux produits sont apparus, et continuent d'apparaître en permanence alors que d'autres sont retirés de la vente. La tendance est inéluctable, le Grenelle de l'environnement l'a confirmé : le déversement de pesticides dans la nature sera de plus en plus contrôlé, les quantités maximales autorisées seront revues à la baisse. Même si la culture de la canne à sucre est

peu polluante, mobilisant globalement des volumes réduits de produits herbicides et pratiquement pas d'insecticides, elle doit s'adapter à cette réalité. La préservation de la qualité de la ressource en eau, et, à travers elle, de la santé de la population, fera peser toujours plus de contraintes sur l'activité. C'est déjà le cas avec la modification incessante de la liste des produits phytosanitaires autorisés, constatée ces dernières années. Elle exige de s'informer en perma-

nence sur leur composition, leur dosage, leur efficacité. Bien souvent, les techniques d'application doivent être remises en cause. Plus ciblés, moins puissants qu'autrefois, les nouveaux produits doivent être pulvérisés avec précision pour conserver leur efficacité. De nouveaux équipements, telles les rampes à plusieurs buses sur les pulvérisateurs à dos, sont également conçus dans ce but.

Les agriculteurs doivent aussi se protéger des produits qu'ils manipulent. La réglementation sur le stockage des pesticides et la tenue d'un carnet de traitements s'est renforcée, le service de la Protection des Végétaux en contrôle désormais la bonne application.

Ces produits ont également un coût, qui n'est pas neutre dans le budget d'une exploitation. Raison de plus pour les utiliser à bon escient et gérer cet investissement avec attention. Un investissement très rentable, s'il est bien mené : une lutte efficace contre les mauvaises herbes permet d'obtenir des gains substantiels de rendement.

Tels sont tous les points développés dans ce numéro de Caro Canne, ainsi que dans son cahier technique.

Un séminaire le 29 novembre à Stella

Canne Progrès organise le 29 novembre au muséum de Stella Matutina (Saint-Leu) un séminaire sur la «gestion de l'enherbement en canne à sucre à La Réunion», à destination des techniciens.

Thèmes abordés lors des conférences et des travaux en ateliers : description de la flore ; présentation des enquêtes sur l'évolution de l'enherbement et des travaux sur la nuisibilité des mauvaises herbes ; présentation du réseau d'expérimentation «herbicides» ; présentation du logiciel Proxicanne ; bonnes pratiques de pulvérisation : réglementation des produits ; adaptation des programmes herbicides aux zones et aux contraintes...

Des mauvaises herbes mieux connues

Les planteurs de canne sont confrontés à pas moins de 210 espèces de mauvaises herbes. Certaines sont largement répandues. D'autres, plus localisées, ne demandent qu'à gagner du terrain.

Une étude menée en 2003 et 2004 par le CIRAD, sous la direction de Thomas Le Bourgeois, a permis de dresser la liste des plantes adventices (mauvaises herbes) présentes dans les champs de canne à sucre de La Réunion. Elle est longue de 210 noms ! Certains sont familiers aux oreilles des planteurs : fataque, colle-colle, zoumine, petit chiendent... Ces espèces sont présentes et généralement abondantes dans toutes les zones de la sole cannière. D'autres, tout aussi largement répandues, sont moins proliférantes et plus facile à maîtriser. Mais dans certains cas, notamment quand les traitements ont réussi à éradiquer les espèces les plus envahissantes, elles peuvent se multiplier à grande vitesse. La liane margose semble spécialiste de ce genre de comportement.

Un enherbement spécifique par zone

Certaines espèces se concentrent sur des zones géographiques réduites, parfois très localisées. Dans l'Ouest, par exemple, l'amourette (liane fleurs rouges, *Ipomoea hederifolia*) peut provoquer d'importantes chutes de rendements quand elle n'a pas été traitée à temps et grimpe dans des cannes déjà fermées. L'étude de 2003-2004 a également montré

la diversité de la flore indésirable. Elle a surtout permis de délimiter des zones présentant un type d'enherbement spécifique. Les régions de basse altitude, de Saint-Paul à Saint-Joseph et de Sainte-Marie à Saint-Benoît, accueillent souvent les mêmes mauvaises herbes.

L'enherbement des Bas de l'Est, jusqu'à Saint-Philippe, présente un autre air de famille. Il est encore différent, dans toutes les régions, dès que l'on monte en altitude et présente d'autres particularités dans les champs non irrigués de l'Ouest et du Sud, au-dessus de 400 mètres.

Les lianes gagnent du terrain

Cette connaissance plus fine de la flore adventice est précieuse pour adapter les traitements phytosanitaires. La vigilance s'impose, en la matière. Les espèces localisées ne demandent souvent qu'à conquérir de nouveaux territoires. Les observations des deux dernières années montrent ainsi une progression, parfois très importantes, des espèces lianescentes. Le cas du sicyos (voir page suivante), inconnu dans notre île jusqu'à un passé récent, en est une preuve. Il y en a d'autres. Dans le secteur de Grands-Bois, par exemple, *Coccinia grandis* commence à se répandre

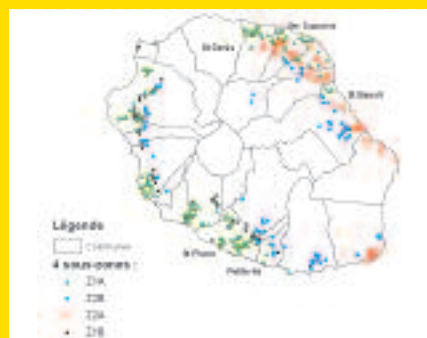


Liane margose

dans les champs. L'espèce, qui donne un petit fruit rouge ressemblant à ceux des cucurbitacées, se rencontre souvent dans le Sud, où elle habille les grillages des cours. Visiblement, elle a franchi la barrière. De même, *Passiflora suberosa*, est de plus en plus présent dans le secteur du Gol, à Saint-Louis.

Dans les zones irriguées, le point de départ des infestations se trouve souvent au pied des asperseurs, où se posent les oiseaux. Ne cherchez pas plus loin le principal vecteur de la dissémination des plantes ! Mais pourquoi tant de lianes ? « Il n'y a pas encore d'explication à ce phénomène, explique Marine Dodet, agronome au CIRAD. Pour l'instant, nous ne pouvons que le constater. »

Les quatre zones d'enherbement



Quatre types d'enherbement spécifique, correspondant à des zones géographiques, ont été identifiés par le CIRAD.

La diffusion du fataque



Le fataque est une des mauvaises herbes les plus présentes dans les régions cannières.

La diffusion de l'*Anredera cordifolia*



Anredera cordifolia (liane de miel, liane-savon) est peu répandu dans l'île, mais abondant là où il se trouve.

Alerte au sicyos

Repérée en 2003, une nouvelle liane envahit la canne à sucre : *Sicyos angulatus*, ou «concombre anguleux». Pour l'instant cantonné à quelques régions, il doit être combattu rapidement.

Alerte ! Le concombre anguleux (*Sicyos angulatus*) est arrivé à La Réunion et commence à s'installer dans la canne à sucre. Cette liane très envahissante, originaire d'Amérique du nord, a été identifiée pour la première fois à La Réunion en 2003 par Thomas Le Bourgeois et Gérard Lebreton, du Cirad (Pôle de Protection des Plantes, Saint-Pierre). Au stade végétatif, cette espèce ressemble beaucoup au chouchou, ce qui induit des confusions et rend son repérage difficile. Elle appartient, comme le chouchou, à la famille des Cucurbitacées.

Au stade plantule on la reconnaît par ses cotylédons de grande taille de forme obovale avec une nervure blanche divisée en 3. Les premières feuilles sont de forme pentagonale, légèrement arrondie à la base. La marge est bordée de petites dents caractéristiques, marquant l'extrémité des nervures. La tige et le pétiole sont pubescents contrairement au chouchou.

Le sicyos relie les cannes les unes aux autres jusqu'à l'effondrement

Au stade adulte, la plante est une longue liane ramifiée s'accrochant aux supports par des vrilles divisées. La tige peut atteindre 10 m de longueur. Tige et vrilles sont couvertes de poils hirsutes glanduleux. Les feuilles ont une forme pentagonale avec 5 à 7 lobes pointus et une base arrondie. La marge est parsemée de dents bien marquées débordant de la marge, à l'extrémité des nervures. La face supérieure est sans poil tandis que la face inférieure est pubescente à hirsute. Les fleurs femelles sont en groupes compacts, portés par un pédoncule. Elles sont très petites

et vert-blanchâtre. Les fleurs mâles sont par groupes de 4 à 20, à l'extrémité d'un long pédoncule. Les fruits, par groupes de 4 à 20 sont de forme ellipsoïde (ballons de rugby), longs de 1 cm et larges de 0,5 cm de couleur verte devenant bruns à maturité. Ils sont couverts de poils blancs raides très piquants. Chaque fruit contient une grosse graine.

Cette liane peut avoir un très fort développement. Introduit en Europe comme plante ornementale, le sicyos pose maintenant des problèmes importants dans différents pays.

Le sicyos s'enroule autour des cannes, les reliant les unes aux autres, ce qui gêne considérablement la récolte. Il peut même arriver à effondrer les cannes. La liane est également présente ponctuellement en culture de chouchou où il est difficile de la distinguer durant la période végétative, puis de lutter spécifiquement contre cette espèce sans détruire la culture. Sa dispersion est assurée par les fruits épineux transportés par les animaux ou les machines.

Vu au Grand Tampon, à Saint-Joseph, à Sainte-Suzanne...

Pour l'instant, le sicyos a été observé en canne à sucre dans les régions du Grand Tampon, de Saint-Joseph et de Sainte-Suzanne, mais aussi en bordure de route à Saint Benoît (Chemin de ceinture) et en bordure de parcelle de citrouille à Saint-Paul (Antenne 4). Il peut envahir toute la zone cannière bénéficiant d'une pluviométrie supérieure à 2 000 mm ou de l'irrigation. Il se développe rapidement à la chaleur mais ne craint pas les altitudes maximales de croissance de la canne à sucre (1 000 m).

Les premières plantules apparaissent en canne coupée dès le mois de septembre. La période de germination s'étend jusqu'en mai à la suite des derniers désherbages. La floraison et fructification interviennent d'août à novembre. Mais à basse altitude cette espèce doit pouvoir se développer tout au long de l'année et avoir ainsi un potentiel de fructification énorme.

Etant donné le risque que représente cette espèce pour la canne comme pour d'autres cultures, il est important de lutter



systématiquement contre tout pied en cours de développement, dans une parcelle cultivée ou en dehors. On pourra pratiquer par arrachage, pour des pieds isolés ou par traitement herbicide de post-levée précoce (plantes inférieures à 25 cm) avec un produit anti-dicotylédone. Compte tenu de la longue période de germination, le désherbage ciblé de cette adventice devra être répété afin d'éliminer l'ensemble des individus pouvant apparaître de façon échelonnée au cours de la saison. Les traitements de pré-levée sont peu efficaces.

L'enherbement à la loupe

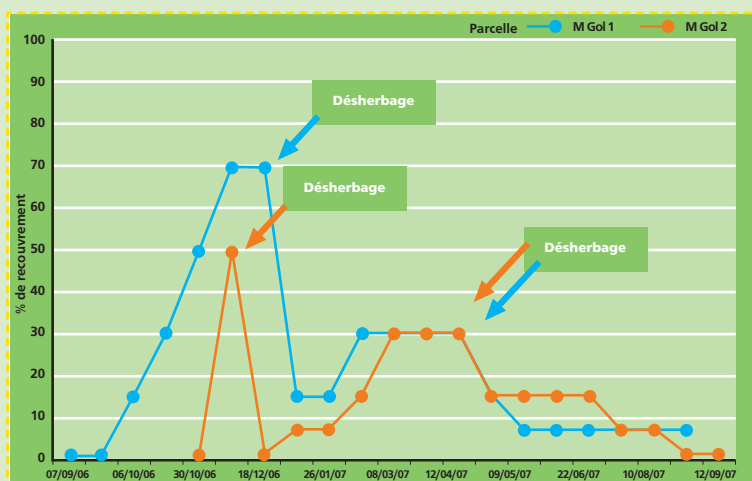
Une étude en cours, sur 48 parcelles, permet d'en savoir plus sur l'évolution de l'enherbement, en fonction de la date de la coupe et des traitements appliqués. Constat général : les interventions pour faire reculer les mauvaises herbes sont presque toujours trop tardives.

Sur la base de l'étude de 2003-2004, qui a permis d'identifier avec précision les mauvaises herbes présentes dans les champs de canne à sucre réunionnais et leur répartition dans les différentes régions de l'île, le CIRAD a voulu en savoir plus. Quelles sont les incidences de la date de la coupe et de la date des traitements herbicides sur l'évolution de l'enherbement des parcelles ?

Depuis l'année dernière, des relevés sont effectués sur des exploitations réparties

dans des secteurs représentatifs de chacune des quatre zones d'enherbement spécifique mises au jour par l'étude précédente (voir carte page 15) : Saint-Joseph pour les Hauts, le Gol pour les zones irriguées du Sud, le périmètre de l'Antenne 4 pour la zone sèche irriguée et Saint-Benoît pour les régions humides. Douze parcelles ont été choisies dans chacun des secteurs, représentatives de trois époques de coupe distinctes : début (juillet), milieu (octobre) et fin (décembre) de campagne.

Tous les quinze jours, Gérard Lebreton, technicien supérieur au Pôle de Protection des Plantes de Saint-Pierre, procède à un relevé sur ces 48 parcelles de suivi. Il recense les espèces adventices présentes dans le champ, mesure leur niveau de recouvrement, en pourcentage de la surface de la parcelle, et le stade de développement atteint par les plantes (germination, floraison, fructification...). A partir de la coupe, jusqu'à la récolte suivante, 48 scénarios d'enherbement



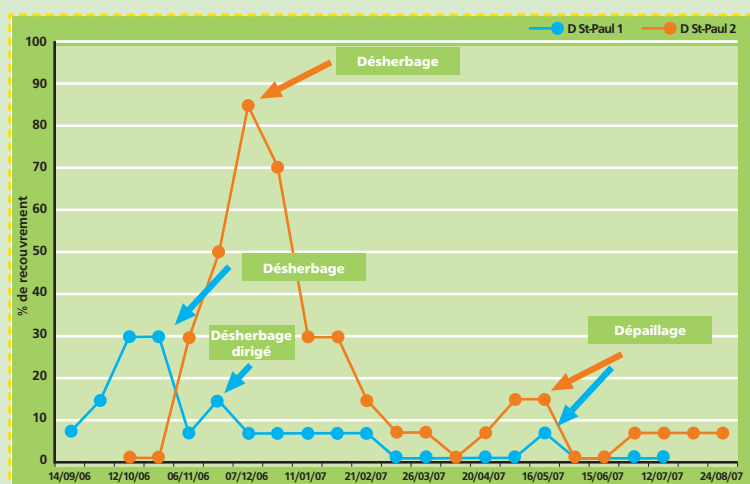
Traitement trop tardif

Cas de deux parcelles dans le secteur du Gol. Sur la première (courbe bleue), coupée en septembre, l'enherbement progresse rapidement. Les mauvaises herbes couvrent 70% de la surface en décembre. Le traitement, trop tardif, permet de le faire reculer. Mais il repart au cours des semaines suivantes. Un nouveau traitement est nécessaire. Coupée en fin de campagne, la deuxième parcelle (courbe marron) est rapidement envahie. Un traitement est appliqué aussitôt, permettant de la maîtriser. Scénario fréquent : le planteur a attendu la fin de la coupe pour commencer ses traitements herbicides. Ils ont été efficaces, mais sur la parcelle coupée plus tôt, l'enherbement a eu le temps de se développer et de concurrencer les repousses de canne pendant plusieurs mois.

Enherbement bien maîtrisé

Cas de deux parcelles sur une exploitation de Saint-Paul. La première (courbe bleue) est traitée tôt, un mois après la coupe. Elle n'est alors recouverte qu'à 30% par les mauvaises herbes. L'enherbement est maîtrisé, il chute pour ne pas repartir. Un désherbage dirigé, en février, vient compléter le traitement initial. En mai, le dépaillage des cannes montre son efficacité : en couvrant le sol, les pailles étouffent les mauvaises herbes qui recommençaient à pousser.

Sur la deuxième parcelle (courbe marron), coupée un peu plus tard, l'enherbement se développe à grande vitesse. Les mauvaises herbes la couvrent à 85%, un mois et demi après la coupe. Il s'agit en l'occurrence d'une seule espèce, connue pour sa croissance très rapide : l'herbe de lait (*Euphorbia heterophylla*). On sait, heureusement, l'éliminer facilement avec les produits disponibles. Le traitement, appliqué début décembre, est efficace. Comme sur la première parcelle, un désherbage dirigé en février puis le dépaillage des cannes en mai permettent de maîtriser l'enherbement jusqu'à la coupe suivante.





Les quatre zones d'étude

apparaissent ainsi. L'enquêteur relève également les dates des traitements herbicides ou des interventions mécaniques contre les mauvaises herbes, ce qui permet d'en constater, avec précision, l'efficacité. Les premières observations sur un cycle complet, de coupe à coupe, permettent de dresser les premiers constats.

«Sur les 48 parcelles, explique Gérard Lebreton, 11 seulement ont un taux de recouvrement en mauvaises herbes inférieur à 50% pendant toute la durée de la campagne. Et seulement 5 présentent un enherbement inférieur à 30% sur la même durée. Un nombre important de parcelles restent recouvertes pendant trois à quatre mois après la coupe, au moment où la canne repousse».

L'enquête sera poursuivie tout au long de l'année 2008, afin de vérifier l'incidence éventuelle des conditions climatiques et le comportement des espèces sur une même parcelle, d'une campagne à l'autre. Deux années complètes d'observations fourniront des indicateurs précieux. Elles devraient notamment faire apparaître la manière dont les mauvaises herbes prolifèrent (par rejet de souches, par germination de graines), ce qui permettra d'affiner le choix des traitements, entre pré-levée ou post-levée.

Mais d'ores et déjà, cette étude révèle le caractère trop tardif de la majorité des traitements. «Très souvent, les planteurs sont monopolisés par les chantiers de coupe et ne prennent pas le temps de désherber, constate Gérard Lebreton. Ils le font en fin de campagne, quand les champs sont déjà recouverts à un niveau élevé.»

Gérard Lebreton

«Un travail passionnant»



Les mauvaises herbes n'ont plus de secret pour Gérard Lebreton, qui mène l'enquête pour le CIRAD. «Un travail passionnant», résume ce technicien supérieur de 25 ans, qui partage son temps entre les champs et son bureau du Pôle de Protection des Plantes de Saint-Pierre. Il parcourt l'île toute l'année, scrutant l'évolution de l'enherbement sur chacune des parcelles sélectionnées pour l'étude en cours.

La malherbologie est devenue sa spécialité depuis une vacation au Service de la Protection des Végétaux. Quand, BTS en poche, il est entré au CIRAD en 2003, il a participé aux travaux sur la caractérisation de l'enherbement des champs de cannes, dirigée par Thomas Le Bourgeois. Il était l'homme de la situation pour prolonger cette grande enquête. D'autant qu'il connaît bien les réalités quotidiennes du métier de planteur de cannes, pour avoir dirigé une exploitation pendant un an, à Saint-Louis.

Au fil de ses observations, Gérard enrichit également l'herbier du CIRAD. Au contact permanent des planteurs, il est également bien placé pour mesurer l'évolution des pratiques agricoles en matière de traitements herbicides. «Sur le terrain, la connaissance des plantes progresse, dit-il. Tant mieux : il est toujours préférable d'utiliser des produits en fonction des caractéristiques des plantes que l'on doit éliminer, plutôt que de faire simplement comme ses voisins. De même, les planteurs cherchent à se renseigner sur les nouveaux produits phytosanitaires, puisque ceux auxquels ils étaient habitués disparaissent les uns après les autres. Et comme les produits coûtent plus cher, les planteurs prennent conscience de l'importance d'une bonne pulvérisation».

Les mauvaises herbes font chuter les rendements

L'action des mauvaises herbes est invisible : elles consomment l'eau et les éléments nutritifs du sol à la place de la canne. Les pertes de rendement dues à leur présence sont souvent importantes.



Sur une parcelle-test, dès le deuxième mois, l'enherbement fait chuter le rendement de 9%.

« Les dégâts des mauvaises herbes ne sont pas toujours visibles explique Pascal Marnotte, responsable de l'équipe « canne » au CIRAD, cependant, tous nos essais le prouvent : l'enherbement fait baisser le rendement d'un champ. Mais, visuellement, on ne perçoit pas facilement la différence entre un champ qui donne 80 tonnes à l'hectare et un autre qui en donne 100. De ce fait, la nuisibilité des mauvaises herbes est sous-estimée par les agriculteurs ».

Une nuisibilité sournoise

Alors que les dégâts occasionnés par un ravageur ou une maladie, comme le charbon, sont immédiatement visibles sur

la culture, le tort causé par les mauvaises herbes est plus sournois. Certes, en atteignant un développement maximal, elles perturbent les travaux de coupe. Quand ce désagrément est constaté, à la fin du cycle annuel de culture, l'essentiel du mal a déjà été fait.

L'action négative des plantes adventices débute dans le mois suivant la coupe. Si aucune intervention ne vient empêcher leur développement, elles commencent à consommer l'eau et les éléments nutritifs du sol : autant de moins pour la canne ! Si elles poussent en hauteur, ou s'accrochent aux tiges de canne, dans le cas des lianes, elles peuvent leur faire de l'ombre et se nourrir du soleil à leur place. Le CIRAD a entrepris de mesurer précisé-

ment l'impact de l'enherbement sur la croissance des cannes et le rendement final des champs. Des études menées il y a bientôt vingt ans en Côte d'Ivoire avaient donné des résultats édifiants. Une même parcelle produisait 130 tonnes de canne à l'hectare si l'enherbement y était combattu avec succès à partir du mois suivant la coupe, mais voyait ce rendement chuter tant que les mauvaises herbes s'y développaient librement. Si le désherbage était engagé 60 jours après la coupe, le rendement final n'était plus que de 115 tonnes/ha.

A La Réunion, le CIRAD procède actuellement à des essais similaires. La croissance de la canne est mesurée dans différents cas de figure : lutte permanente contre les mauvaises herbes, dès la coupe terminée ; premier désherbage au bout d'un mois, de deux mois ou de trois mois après la coupe ; aucune intervention jusqu'à la récolte suivante.

20t/ha perdues en 3 mois

« Les premiers résultats montrent que l'enherbement d'une parcelle a un effet sur la canne dès le deuxième mois suivant la coupe, rapporte Pascal Marnotte. Le tallage démarre avec retard si le désherbage commence après deux mois. Par la suite, la canne tend à rattraper son retard en nombre de tiges, mais pas en taille des tiges. En résumé, un champ perd 200 kilos de canne à l'hectare par jour de retard de traitement, soit près de 20 tonnes en trois mois. D'où la nécessité de répéter ce message : désherbez tôt ! »

Les engrais et l'eau (sur les zones irriguées) ont un coût. En laissant les mauvaises herbes les consommer à la place de la canne, une partie de cet investissement est perdue. Le coût d'un traitement herbicide est largement compensé par les baisses de rendement qu'il permet d'éviter.

Produits herbicides sous contrôle

Les produits phytosanitaires font l'objet de contrôles renforcés visant à maîtriser leur toxicité, pour l'homme et pour l'environnement. Chaque molécule est soumise à une procédure d'homologation et certaines sont régulièrement retirées du marché.

Les changements incessants constatés ces dernières années sur la liste des produits phytosanitaires autorisés pour la canne à sucre proviennent d'un durcissement de la réglementation française et européenne. La sécurité alimentaire et la préservation de l'environnement sont des préoccupations grandissantes et les quantités de pesticides épandus font l'objet d'un contrôle croissant, visant à leur réduction. Déjà, il est interdit de répandre un pesticide à moins de 5 mètres d'un point d'eau. Des distances supérieures peuvent être imposées réglementairement, en fonction de la nature du produit : cette indication est portée sur l'emballage.

La préservation de la santé des agriculteurs et de leurs salariés, au contact direct, a également amené à rendre obligatoire le port de tenues de protection au



moment des traitements ainsi que des normes de stockage sécurisé des produits phytosanitaires.

La toxicité des molécules est, de la même manière, examinée selon des critères toujours plus sévères. En vagues successives, des produits disparaissent du catalogue des fournisseurs. Ils sont remplacés progressivement par de nouvelles substances, dont l'homologation suit une longue procédure.

Des produits homologués spécifiques à chaque culture

Un produit, nouveau ou déjà en circulation, doit d'abord être autorisé par les

instances européennes, chaque pays précisant ensuite son cadre d'application. La réglementation est établie culture par culture. Des produits homologués pour le maraîchage ne le sont pas forcément pour la canne à sucre.

Les décisions de retrait d'homologation sont assorties d'un calendrier, fixant la date limite de distribution du produit puis celle de son utilisation. Le diuron, par exemple, ne pourra pas être distribué au-delà du 30 mai 2008 et les planteurs n'auront le droit de l'utiliser que jusqu'au 13 décembre 2008.

Des retraits sont plus expéditifs, quand ils font suite à une décision de justice. En juillet 2007, le tribunal de première instance de la Communauté européenne a annulé l'inscription du paraquat (herbicide total de marque R Bix) de la liste des substances autorisées. Aucun délai de grâce n'a été accordé pour l'écoulement des stocks en circulation et les exploitants agricoles détenant du R Bix ont été invités à le rapporter à leur fournisseur.

« Il est possible de faire un désherbage de qualité avec les produits homologués et disponibles à La Réunion, estime Xavier Vant, chef du Service de la Protection des Végétaux (DAF). Mais il faut traiter précisément, au bon moment, avec les bons produits. Les planteurs doivent devenir de plus en plus techniques, chacun doit se former et s'améliorer. »

Attention aux pénalités !

Depuis l'année dernière, le Service de la Protection des Végétaux procède à des contrôles sur les exploitations, pour vérifier le respect des règles d'utilisation des produits phytosanitaires par les agriculteurs. Depuis 2006, en effet, les aides européennes directes sont conditionnées par la bonne application de cette réglementation, qui impose de stocker les produits dans un local aéré et spécifique et de tenir à jour un carnet de culture mentionnant tous les traitements (herbicides et engrais) appliqués sur chaque parcelle. Les agriculteurs ne doivent utiliser que des produits homologués et doivent stocker à part les produits phytosanitaires non utilisables, s'il en détiennent.

En 2007, 39 agriculteurs ont fait, ou vont faire l'objet d'un tel contrôle. Ils sont prévenus 48 heures à l'avance par le SPV, qui leur demande un rendez-vous. 90% des visites déjà effectuées se sont traduites par une lettre de rappel à la réglementation. Dans au moins un cas, la procédure de pénalité financière a été engagée. Elle peut aboutir à une réduction de 1 à 6% des aides.

Traitements

comment ajuster le tir ?

Les produits sont-ils efficaces ? Le réseau d'expérimentation des herbicides permet de répondre positivement aux interrogations des planteurs. Il existe des solutions à toutes les situations d'enherbement, à condition d'utiliser le bon produit, au bon moment, sur les «bonnes» mauvaises herbes.



En quelques années, tout a changé. Les agriculteurs ont vu disparaître, les uns après les autres, les produits phytosanitaires auxquels ils étaient habitués. Ces produits répondaient efficacement à un large éventail de situations d'enherbement. Moins toxiques pour l'homme et l'environnement, ceux qui les remplacent ont aussi un spectre d'efficacité moins large.

Les mauvaises herbes se mélangent sur une même parcelle

Or, l'enherbement des champs de cannes n'est jamais homogène, de nombreuses espèces coexistent souvent sur une parcelle. «Deux parcelles voisines, envahies par des mauvaises herbes différentes, doivent maintenant être traitées avec deux produits distincts : les planteurs n'étaient pas préparés à cela, explique Dominique Olivier, ingénieur en développement agricole à Sucrière de La Réunion. Nous nous trouvons dans la même situation que les planteurs de maïs métropolitains, qui ont été confrontés il y a quelques années au retrait des produits à base d'atrazine, qu'ils utilisaient tous. Le monde de la maïsiculture a immédiatement réagi, en lançant des campagnes d'essais, à partir de la

nouvelle gamme de produits disponibles. Les agriculteurs ont fait un gros effort de technicité et aujourd'hui leurs traitements sont adaptés aux nouvelles normes. Nous devons parvenir au même résultat».

Dans ce but, à partir de 2005, les services planteurs des usines, le CIRAD et les importateurs de produits phytosanitaires (Coroi, Canavi Botanica) se sont rapprochés. Avec l'appui du Service de la Protection des Végétaux, de la Chambre d'Agriculture et de nombreux planteurs volontaires, ce réseau a engagé des programmes destinés à tester l'efficacité des nouvelles molécules herbicides. Lorsqu'elles ont été homologuées pour la canne à sucre, elles n'ont pas forcément été testées sur toutes les espèces qui se rencontrent à La Réunion. Il était indispensable d'augmenter le référentiel technique sur la gamme des nouveaux produits, mais également sur leurs mélanges.

Une cinquantaine d'essais ont été réalisés à ce jour. Ils ont déjà permis de détecter les solutions les plus performantes, tout comme celles qui donnent peu, voire pas du tout, de résultats face à certaines mauvaises herbes. «Dans toutes les situations, nous avons trouvé au moins un produit ou un mélange adapté à la problématique de la parcelle», note Dominique Olivier.

Les expérimentations se poursuivent. Campagne après campagne, elles permettront de mieux ajuster le tir. Pour aider les planteurs à choisir les bons produits et à les appliquer au bon moment, une nouvelle série de tests a commencé l'année dernière. Ils consistent à appliquer le meilleur traitement identifié sur la moitié d'une parcelle et celui habituellement utilisé par l'agriculteur sur l'autre. Quelques

semaines plus tard, le propriétaire de champ et les planteurs du voisinage sont invités à constater les résultats, généralement très concluants.

L'intérêt des mélanges identifiés comme les meilleurs n'est pas uniquement mesuré selon leur capacité à détruire les mauvaises herbes. Le coût des produits est également pris en compte et le rapport qualité/prix constitue un critère important de la sélection.

C'est une réalité : avec les nouveaux produits, le coût des traitements herbicides à l'hectare a fortement augmenté. Raison de plus pour les appliquer avec précision ! Au terme d'une mauvaise campagne, comme cette année, il est tentant de lever le pied sur les achats de produits herbicides. Stratégie dangereuse : elle hypothéquerait les résultats de la prochaine campagne. «Les planteurs qui ont des difficultés de trésorerie ont intérêt à utiliser le système d'avance sur les achats d'intrants mis en place par les usines, insiste Dominique Olivier. Il s'applique aux engrais mais aussi, au Gol et à Bois-Rouge, aux herbicides.»

Produits homologués pour la canne à sucre à La Réunion

• asulame	Asulox	Post-lévée
• mésotrione	Callisto	Post-lévée
• S-métolachlore	Mercantor Gold	Pré-lévée
• pendiméthaline	Prowl	Pré-lévée
• S-métolachlore + mésotrione	Carmix	Pré-lévée
• diuron	Karmex Flo*	Pré-lévée
	Arionex*	Pré-lévée

*(spécialités autorisées à l'utilisation jusqu'au 31 décembre 2007)

Karmex, Novex Flo 80, Liron Flo, Tempra 80 pm, Ustinex D

(spécialités autorisées à la distribution jusqu'au 30 mai 2008 et à l'utilisation jusqu'au 31 août 2008)

• 2,4-D	Ormoneb 720, Calliherbe	Post-lévée
---------	-------------------------	------------

(interdits à l'utilisation depuis le 30 juin 2007)

• 2,4-D	Chardol 600 canne, Dico pur CL	Post-lévée
---------	--------------------------------	------------

(spécialités autorisées à la distribution jusqu'au 30 mai 2008 et à l'utilisation jusqu'au 13 décembre 2008)

Produits en cours d'homologation

• acétochlore	Trophée	Pré-lévée
• isoxaflutole	Merlin	Pré-lévée
• métribuzine	Sencoral 70WG	Pré-lévée
• fluroxypyr	Starane	Post-lévée

L'efficacité des produits en banc d'essai

Les essais menés depuis trois ans sur des parcelles réparties dans toute l'île font avancer la connaissance des produits et de leur efficacité.

Un peu partout dans l'île, des petites parcelles de 12 mètres sur 6 offrent un curieux aspect. Les mauvaises herbes prospèrent sur la moitié de leur surface, alors que l'autre moitié, le sol est des plus propres. Pas de doute, nous sommes sur une des nombreuses parcelles d'essais du réseau Herbicides. Un comité technique a élaboré le protocole de ces tests. Leur localisation géographique a été choisie dans des zones présentant un large éventail de pluviométrie et de nature de sol. De même, de façon à varier les situations, ils sont réalisés à des époques différentes de l'année.

Les produits, ou mélanges de produits, sont appliqués par les équipes de recherche. «La principale difficulté à surmonter provient du développement inégalement réparti des mauvaises herbes, explique Pascal Marnotte (CIRAD), qui pilote ces travaux. Elles poussent souvent en taches. Pour éviter les erreurs et minimiser ce risque, nous disposons de parcelles témoins, adjacentes à celles qui sont traitées».

Tous les quinze jours, la flore présente sur les parcelles témoins et les parcelles traitées



L'efficacité des produits et des mélanges est consignée dans un document pratique, distribué à tous les techniciens.

sont observées et comparées. Des comportements d'enherbement très différents, en fonction des espèces, de la nature du terrain et des conditions climatiques, sont ainsi constatés. Parallèlement, les effets de chaque produit et mélange appliqué sont mesurés.

Toutes les solutions de traitement avec un nouveau logiciel

Au terme des deux premières années d'expérience (2005 et 2006), une plaquette de présentation du spectre d'efficacité de 13 produits et mélanges, en pré-levée et en post-levée, a été éditée. Elle présente, de manière très simple («bonne efficacité», «efficacité insuffisante», «aucune efficacité») leurs

D'autres façons de désherber

Les solutions de désherbage chimique ne doivent pas faire oublier les autres armes permettant de faire reculer les mauvaises herbes, ou d'empêcher leur développement. Les pratiques alternatives existent, même si aucune ne peut résoudre, seule, le problème de l'enherbement d'un champ pendant tout le cycle de la canne : le faux semis (travail du sol pour faire lever les mauvaises herbes afin de les traiter précocement), le paillage du sol, la réduction de l'écartement des lignes de cannes (dans les Hauts), les plantations de couverture, la rotation des cultures. Sans oublier le choix variétal : une variété de canne très couvrante prend plus facilement le dessus sur les plantes indésirables. Voir le Cahier Technique de Caro Canne, en pages centrales de ce numéro.

performances au contact d'une quarantaine d'espèces de mauvaises herbes, les plus répandues dans les champs de l'île. Le document, distribué à tous les techniciens agricoles, est un outil très utile pour conseiller les planteurs confrontés à l'invasion de leurs parcelles. De même, les résultats des études successives sur la flore réunionnaise et les produits herbicides spécifiques à la canne a permis au fabricant Syngenta de créer un logiciel informatique, en collaboration avec le CIRAD. Baptisé Proxicanne, il propose toutes les solutions de traitement possibles en fonction des mauvaises espèces - et de leur stade de développement - présentes sur une parcelle.

«Le CIRAD procède à la même démarche d'essais sur le terrain, avec des partenaires locaux, dans les champs de canne de Martinique et de Guadeloupe, souligne Pascal Marnotte. Les traitements deviendront forcément plus efficaces au fil des années, à mesure que nous accumulerons les expériences».



Parcelle traitée à gauche, non traitée à droite.

Bruno Robert

Lutter contre l'enherbement **est une priorité**

Technicien du service du développement agricole de Sucrière de La Réunion, Bruno Robert, 24 ans, est en poste au Pôle Canne de Beaufonds.



Sucrière de La Réunion a mis en place un service de développement agricole pour contribuer, par du conseil et de l'appui technique, à augmenter les rendements aux champs. L'objectif est d'accroître le tonnage de cannes tout en améliorant la rentabilité des exploitations et donc le revenu des exploitants. Les techniciens en développement agricole de SR ont notamment pour mission de mettre en œuvre le dispositif d'aides à la replantation. En rencontrant les planteurs, ils en profitent pour approfondir leur relation avec eux. L'exemple de Bruno Robert montre qu'ils sont amenés à adapter leur conseil aux caractéristiques du bassin dans lequel ils exercent.

Bruno Robert est entré chez SR à la fin de 2006. Fils d'un agriculteur de Saint-Benoît, il est titulaire d'un BTS de "développement de l'agriculture en région chaude", une formation récente qui a adapté le BTS agricole aux cultures tropicales dont la canne à sucre. En poste au Pôle Canne de Beaufonds, il est confronté en particulier au problème de l'enherbement dans l'Est. «C'est une des priorités sur ce bassin, explique-t-il. À cause de la pluviométrie, les mauvaises herbes se développent rapidement. Même si cela coûte cher, le planteur a intérêt à investir dans un désherbage efficace pour protéger sa culture. Je suis là pour le conseiller. Après avoir identifié les mauvaises herbes, mon rôle est de l'orienter vers les meilleurs produits au meilleur coût et de le conseiller sur leurs conditions d'utilisation optimales. En désherbage, on doit raisonner en termes de rentabilité. C'est un élément fondamental dans l'itinéraire technique de la canne. Car meilleur sera le désherbage, plus élevé sera le tonnage.»

D'autant qu'il est toujours possible de faire mieux, estime Bruno Robert. «Beaucoup de planteurs se contentent d'échanger des informations entre eux sur l'usage de tel ou tel produit, mais ce n'est pas la bonne solution, dit-il. Nous, les techniciens, nous connaissons les produits avant leur mise sur le marché, pour les avoir testés de façon rigoureuse dans des essais sur des parcelles chez des planteurs volontaires. Nous savons quel traitement convient à telle mauvaise herbe ou tel groupe de mauvaises herbes et comment l'utiliser. Ce conseil devient primordial aujourd'hui car les produits utilisables sont en train de changer. Par ailleurs ce conseil agricole est gratuit à La Réunion, alors, autant en profiter !»

Jean-Fabrice Metro

Produire plus en dépensant moins

Agriculteur à Saint-Joseph, Jean-Fabrice Metro a gagné en rendement en utilisant moins d'herbicides et pas plus d'engrais.



Après avoir œuvré pendant cinq ans comme conseiller technique à la Chambre d'agriculture, Jean-Fabrice Metro a réalisé son rêve en devenant agriculteur en 2002 à Jacques-Payet, dans les hauts de Saint-Joseph. Il s'est installé dans le cadre d'un contrat territorial d'exploitation (CTE) qui rémunère la multifonctionnalité des exploitations agricoles. «L'approche environnementale correspond à ma vision du métier d'agriculteur, explique-t-il. A La Réunion, la canne joue un rôle écologique de première importance en protégeant les sols». Jean-Fabrice Metro donne la priorité à la canne avec cependant une

Stéphane K Bidy

Pour un désherbage **contrôlé**

Pour connaître avec certitude les herbicides qui lui conviennent, Stéphane K Bidy a participé à des essais d'herbicides menés avec des techniciens agricoles.



diversification arboricole et d'élevage en complément. Commencée avec 8 hectares, la propriété s'est agrandie de 10 hectares supplémentaires l'année dernière. Cette surface est maintenant répartie entre deux exploitations, la sienne et celle de sa femme Marie-Lise.

Pour sa part, Jean-Fabrice Metro exploite donc à présent 12 hectares dont 11 hectares de cannes, ½ hectare de goyavier et ½ de palmiste. Il est à noter que c'est en dégagant les bords des petites ravines traversant son exploitation qu'il a gagné le demi-hectare sur lequel il a planté des palmistes. «Les terrains sont étroits, séparés par des rigoles. Ce sont de petites parcelles en pente et je réalise beaucoup de travaux à la main» décrit-il.

Sa production, sur ses 8 premiers hectares, est passée en quatre ans de 518 tonnes à 697 tonnes. Jean-Fabrice Metro envisageait d'atteindre le seuil des 1 000 tonnes sur 11 hectares dès cette année, mais le cyclone Gamède l'en a empêché. «J'estime mon potentiel à 90 tonnes à l'hectare» dit-il.

Planteur de Saint-Benoît, Stéphane K Bidy exploite 7 hectares non loin du Chemin Ceinture. Installé depuis six ans, il a racheté une terre dont les cannes avaient plus de 20 ans d'âge ! Et depuis six ans, il renouvelle sa plantation parcelle par parcelle. *«Je renouvelle tous les ans environ 1,30 hectare. Il me reste un demi-hectare à replanter. Je fais tout moi-même.»* Les effets du renouvellement, avec des cannes arrivant à leur pleine maturité, se font maintenant sentir. Stéphane K Bidy a atteint un rendement de 115 tonnes à l'hectare en 2006. Il estime le potentiel global de son exploitation de cannes entre 800 et 900 tonnes. Il envisage maintenant l'étape d'un agrandissement afin de diversifier son activité, vraisemblablement dans la banane. Néanmoins rien n'est encore décidé car il se heurte à un prix du foncier agricole trop élevé pour lui. Pour Stéphane K Bidy, le désherbage est une étape importante du travail culturel qu'un agriculteur ne peut pas se permettre de négliger. Pour mettre tous les atouts de son côté, il a choisi de participer aux essais d'herbicides proposés aux planteurs par les techniciens du Pôle Canne de Beaufonds. Et il en est satisfait. *«Ces essais de produits ont des résultats contrôlés et donc garantis»* dit-il. Stéphane K Bidy estime qu'il doit à cette démarche l'efficacité de son désherbage grâce à un choix approprié de produits et au respect strict des prescriptions d'utilisation. *«Au lieu de tâtonner sans trop savoir où l'on va, les essais permettent de connaître à coup sûr quels sont les herbicides qui conviennent pour maîtriser l'enherbement. Pour ma part, je dépense environ 750 euros pour mes 7 hectares. C'est un peu cher, mais la rentabilité est au rendez-vous. Dès la coupe terminée, je désherbe et je suis tranquille pendant six mois.»* Pour l'épandage, Stéphane K Bidy utilise son tracteur. Au fil des ans, il juge avoir acquis une certaine expérience de l'opération. *«Un bon désherbage s'effectue soit grand matin, soit le soir quand il n'y a pas beaucoup de soleil.»*

Jean-Fabrice Metro estime que, dans le respect des prescriptions du CTE, il applique *«les pratiques agricoles les meilleures pour son exploitation»* et c'est ce qui explique en grande partie son résultat. *«J'ai une approche raisonnée de la fertilisation et du désherbage qui me permet de dépenser moins et de produire plus»* juge-t-il. Sa "tactique" de désherbage mérite attention. *«Le désherbage me revient à un peu plus de 1 000 euros, confie-t-il. Je fais un seul épandage en prélevée. Ensuite, je repasse pour arracher les mauvaises herbes à la main. Cela représente du travail, il est vrai, mais en le réalisant progressivement, le désherbage me revient deux fois moins cher et me garantit un meilleur rendement sans apporter plus d'engrais ! Le désherbage n'est peut-être pas le poste le plus coûteux, mais, mal maîtrisées, les mauvaises herbes entraînent une importante perte de rendement et donc de profit»* conclut Jean-Fabrice Metro.

VALTRA

Série
N Nouvelle
génération



L'idéal pour
la polyculture
et l'élevage

VOUS AIMEREZ ...

- Sa parfaite aisance avec un chargeur
- Son étonnante maniabilité dans les bâtiments d'élevage
- Son importante réserve de puissance
- Son 4 cylindres de 100 cv à 150 cv
- La convivialité de sa cabine ...

un **VALTRA**
c'est bien mieux
qu'un tracteur !



Valtra est une marque déposée
d'AGCO Corporation.



- **ZONE NORD-EST**
Idriss CHECKIMANIN
0692 85 41 73
- **ZONE SUD**
Dominique FONTAINE
0692 61 29 68
- **ZONE SUD-EST**
Sully MOURougASSIN
0692 85 38 38
- **ZONE OUEST**
Enjary GUILLAUME
0692 85 65 83

Coopérative Agricole du Nord-Est



www.valtra.com

Bernard de Ranchin

L'Interprofession doit agir immédiatement

Sur le départ du secrétariat permanent du Comité de pilotage de la canne, dont les missions sont transférées à l'Interprofession, Bernard de Ranchin appelle à une action urgente et volontaire pour redynamiser la filière confrontée à une campagne catastrophique.



Avec le sourire, le jour de son départ à la retraite, Bernard de Ranchin appelle toutefois à la mobilisation de l'interprofession.

La campagne sucrière de 2007 s'annonce très mauvaise. Remet-elle en question le plan de développement prévu par la convention canne 2006-2014 ?

Nous vivons la pire campagne depuis une cinquantaine d'années. Les planteurs parviendront peut-être à couvrir leurs frais fixes, mais beaucoup n'auront pas les moyens de faire vivre leur famille et d'assurer les travaux d'entretien dans les champs jusqu'à la campagne de 2008. Si rien n'est fait rapidement, les résultats de 2007 peuvent avoir des conséquences extrêmement pénalisantes pour l'avenir de la filière. La note d'espoir, c'est le fait que l'Interprofession a vu le jour cette année. Il faut qu'elle se mette au travail le plus vite possible pour trouver des solutions d'accompagnement des planteurs afin de sortir de l'ornière dans laquelle nous tombons cette année.

Les aléas climatiques sont-ils seuls en cause dans les résultats décevants de 2007 ?

On ne s'est pas rendu compte, sur le moment, que le cyclone Gamède aurait autant d'impact sur l'agriculture et la canne en particulier. Des records mondiaux de pluies ont été battus ! Ces pluies ont lessivé les sols et fatigué les plantes. De plus, Gamède a été suivi par une

période de sécheresse importante. En même temps, l'éboulement en amont du captage de la SAPHIR a empêché l'irrigation du périmètre du Bras de la Plaine a une période cruciale pour le développement de la canne. Enfin, les gaz et cendres des éruptions volcaniques ont eu un effet dépressif sur les cultures. Cet effet est mal connu mais certain. La somme de tous ces éléments explique la baisse de production de 2007. Cela dit, un autre point me paraît très important pour comprendre cette chute. C'est que, depuis l'an 2000, on ne replante presque plus. Or, une plante devient de plus en plus sensible aux aléas climatiques au fur et à mesure qu'elle vieillit. Nos cannes ont en moyenne une quinzaine d'années d'âge. Si nous avions eu des cannes plus jeunes, d'une moyenne de cinq ans environ, il y aurait eu bien sûr des dégâts, mais je pense que les effets n'auraient pas été aussi néfastes.

Pourtant, le dispositif de relance des replantations mis en place par la convention canne semblait donner de bons résultats ?

Ils sont insuffisants. Il y a eu effectivement beaucoup d'intentions de planter. Mais, dans les faits, environ 1 200 hectares seulement ont été plantés. Or, c'est moins de la moitié de ce qu'il faudrait faire :

2 800 hectares par an. L'attentisme des planteurs depuis 2000 est lié aux incertitudes sur l'avenir de la filière pendant les négociations de l'OCM Sucre, puis celles de la convention canne. L'OCM Sucre favorable et l'excellente convention canne signée en 2006 ont redonné confiance, mais les aléas climatiques sont venus briser cet élan. Il y avait beaucoup d'enthousiasme, il y a un an. Il n'y en a plus aujourd'hui car les planteurs n'ont plus de trésorerie et ne peuvent plus investir.

Comment réagir ?

La relance ne peut venir que d'une grande concertation au sein de l'Interprofession. Les planteurs seuls ou les industriels seuls ne peuvent rien faire. Un programme, avec des objectifs précis, doit être défini et chacun devra s'efforcer d'atteindre ses objectifs. Sans cette volonté de travailler en partenariat avec des objectifs communs, la situation me semble préoccupante. En revanche, par une action volontaire et concertée, on peut redresser la situation. J'ai l'espoir que l'Interprofession, qui vient de voir le jour, aura à cœur de montrer sa volonté d'agir vite et fort.

Quelle est la mesure du défi à affronter ?

Nous sommes dans une période comparable, voire pire, à celle des années de la grande sécheresse de 1971 et 1972. À l'époque tout le monde s'est mis d'accord sur un plan de sauvetage de la filière : les planteurs, la Chambre d'agriculture, les syndicats agricoles, les Industriels, l'Etat, le Conseil général. Tout le monde a fait des efforts et la somme de ces efforts a donné une nouvelle dynamique à la filière. On a besoin de retrouver un nouveau souffle identique aujourd'hui. Et il faut que ce souffle apparaisse dans les deux mois qui viennent. Nous avons très peu de temps pour réagir. Le problème immédiat à résoudre, c'est la perte de revenu des planteurs cette année. Certains n'auront pas les moyens de préparer la prochaine campagne. La filière peut rebondir, mais ce rebond ne peut venir que de l'Interprofession.

POUR DÉVELOPPER SON



SAIT QU'IL Y'A UNE

:NOIΛOTIOS



DE



**Des assurances sur mesure
pour gérer les risques spécifiques
de votre exploitation.**

N'hésitez pas à contacter votre Conseiller spécialisé Groupama Océan Indien.
Il saura vous proposer la meilleure formule en fonction de votre situation et de vos besoins.

 **N° Azur 0 810 261 261**

coût d'un appel local

www.groupama.fr



Donnons à la vie toutes ses chances.